

ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE

Climat : une action drastique s'impose pour éviter le pire

Les Etats doivent réduire leurs émissions de gaz à effet de serre de 7,6 % par an entre 2020 et 2030 pour contenir le réchauffement à un seuil soutenable, alertent les Nations unies

C'est une réalité implacablement mathématique. A mesure que le temps passe, les efforts à accomplir pour limiter l'ampleur de la crise climatique s'avèrent toujours plus importants, au risque de devenir insurmontables. Désormais, prévient l'ONU, après « une décennie perdue » (2009-2019), durant laquelle les Etats « ont collectivement échoué » à infléchir la croissance des émissions de gaz à effet de serre, les pays devront réduire de 7,6 % leurs rejets carbonés chaque année entre 2020 et 2030. C'est à cette condition qu'ils pourront respecter l'objectif de l'accord de Paris de maintenir le réchauffement climatique à + 1,5 °C. Un effort deux fois plus important à fournir que s'ils s'étaient attelés à la tâche dès 2010. Et d'autant plus ardu qu'en réalité les émissions augmentent irrésistiblement, avec une hausse de 1,5 % en moyenne par an sur la dernière décennie.

Telle est l'alerte lancée par le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), dans la 10^e édition de son « Emissions Gap Report », publiée mardi 26 novembre. Un nouvel avertissement pour les 196 pays qui doivent se réunir du 2 au 13 décembre à Madrid, lors de la 25^e conférence mondiale pour le climat (COP25). L'un des enjeux pour la présidence chilienne du sommet consistera justement à pousser les Etats à accélérer leurs efforts dans la bataille contre le dérèglement climatique, alors que ses symptômes se multiplient partout dans le monde, sous la forme d'inondations, d'ouragans ou de canicules.

ÉCART TROP IMPORTANT

Tous les ans, l'« Emissions Gap Report » du PNUE compare, sur la base des dernières données compilées par une équipe internationale de scientifiques, l'écart entre les engagements et les efforts réalisés par les Etats pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre, et la baisse qui serait nécessaire pour respecter l'accord de Paris de 2015 – à savoir contenir la hausse de la température « nettement en dessous de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels », si possible sans excéder 1,5 °C. En d'autres termes, le rapport regarde la différence entre ce que l'on fait et ce que l'on doit faire.

Le constat est sans appel : cet écart est bien trop important. Les émissions de gaz à effet de serre ont atteint en 2018 un record historique de 55,3 milliards de tonnes (gigatonnes ou Gt) équivalent CO₂, soit une hausse de 3,2 % par rapport à 2017. La grande majorité sont imputables à la combustion des ressources fossiles (charbon, pétrole et gaz) pour la consommation d'énergie et l'industrie, le reste étant dû aux changements d'utilisation des terres, comme la déforestation ou l'artificialisation de terres agricoles. Pire, il n'y a « pas de signes d'un pic des émissions qui pourrait être atteint dans les prochaines années », relève l'agence onusienne.

Pour conserver une chance de ne pas franchir la barre des 2 °C, ces rejets devraient être réduits de 25 % d'ici à 2030, par rapport à leur niveau de 2018 (soit une baisse de 2,7 % par an). Et chuter de 55 % pour que le seuil de 1,5 °C ne soit pas dépassé (soit -7,6 % par an). Sans cela, la température du globe pourrait atteindre + 3,9 °C, « ce qui entraînera des impacts climatiques vastes et destructeurs ».

Conséquence de la hausse continue des émissions : le dioxyde de carbone, principal gaz à effet de serre persistant dans l'atmosphère, a battu un nouveau record de concentration en 2018, à 407,8 parties par million (ppm), soit 147 % de plus que le niveau préindustriel de 1750, selon le bulletin annuel de l'Organisation météorologique mondiale (OMM) publié lundi. « Il convient de rappeler que la dernière fois que la Terre a connu une teneur en CO₂ comparable, c'était il y a 3 à 5 millions d'années : la température était de 2 à 3 °C plus élevée qu'aujourd'hui, et le niveau de la mer était supérieur de 10 à 20 mètres au niveau actuel », a-t-il ajouté.

De fait, les engagements pris de manière volontaire par les 196 pays signataires du traité international – ce que l'on appelle les « contributions déterminées au niveau national », NDCs en anglais –, sont notoirement insuffisants. A supposer qu'ils soient intégralement tenus, ils mettent la planète sur une trajectoire de réchauffement d'au moins 3,2 °C d'ici à la fin du siècle, confirme le PNUE dans son étude de mardi.

Respecter l'accord de Paris impliquerait que les pays triplent le niveau de leurs contributions nationales pour ne pas dépasser 2 °C, et le multiplient par 5 pour ne pas aller au-delà de 1,5 °C. Le Groupe d'experts

Une production d'énergies fossiles incompatible avec les objectifs climatiques

CHARBON, PÉTROLE ET GAZ forment un cocktail délétère. Une addiction dont l'humanité ne parvient pas à se sevrer et qui l'entraîne irrémédiablement vers de graves maux. D'ici à 2030, les pays prévoient de produire beaucoup trop d'énergies fossiles, bien plus que ce qu'impliquerait le respect des objectifs de l'accord de Paris de 2015 : 53 % de plus que ce qu'il faudrait pour contenir le réchauffement à 2 °C d'ici à la fin du siècle et 120 % de trop pour le limiter à 1,5 °C. Ces estimations sont le fruit d'un travail inédit de plusieurs organismes de recherche, avec le soutien du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), dans un rapport publié le 20 novembre.

Pour la première fois, des scientifiques ont estimé la *production gap*, l'écart entre la production d'énergies fossiles anticipées par les Etats et les niveaux nécessaires pour limiter le

réchauffement à un seuil soutenable. Ce fossé est le plus grand en ce qui concerne le charbon : la production prévue en 2030 excède de 150 % le niveau compatible avec l'objectif de 2 °C et de 280 % l'objectif de 1,5 °C. Les prévisions de production de pétrole et de gaz en 2040 dépassent, elles, respectivement de 43 % et de 47 % les niveaux compatibles avec un réchauffement de 2 °C.

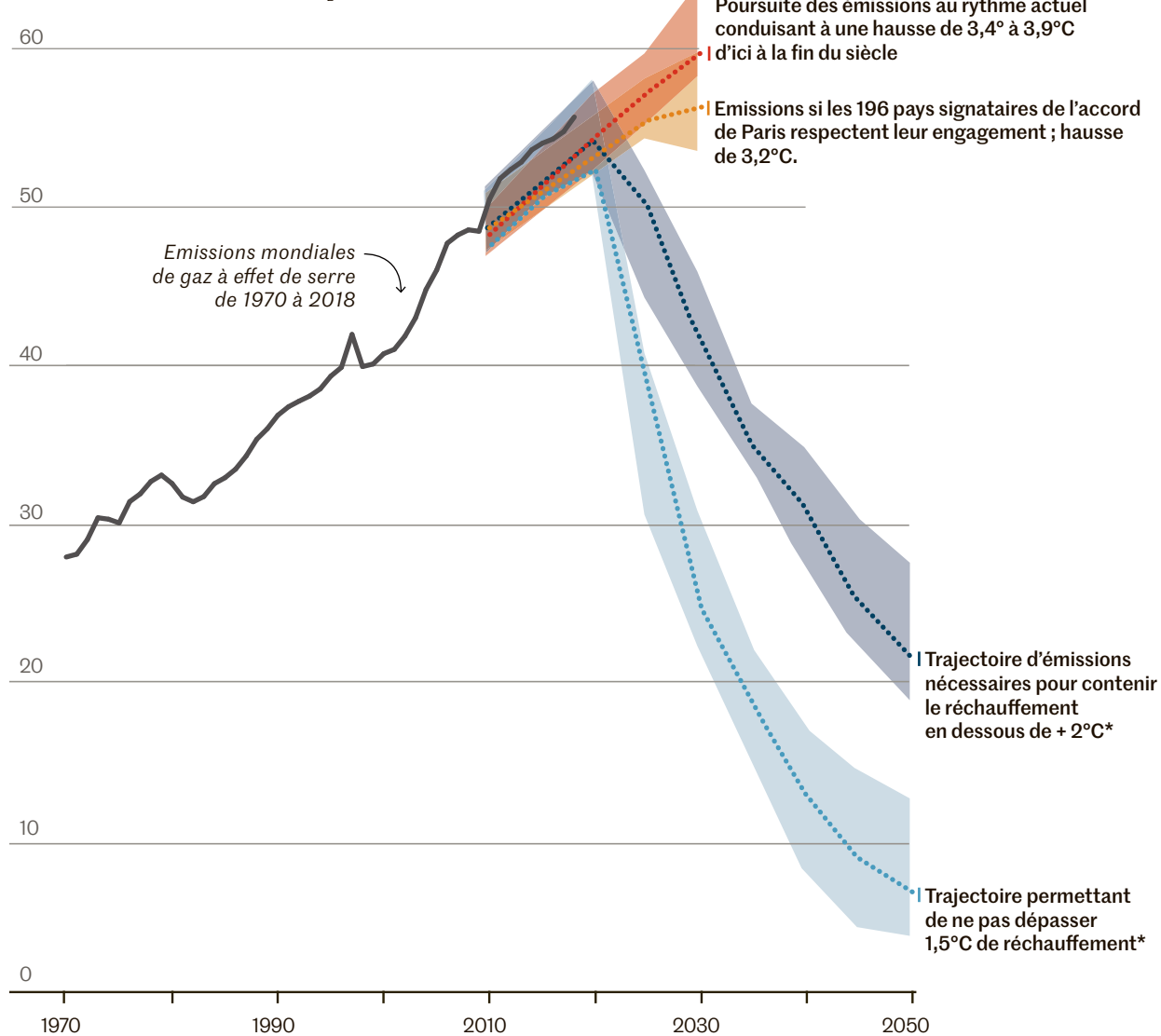
Note d'espoir

« Alors que de nombreux gouvernements prévoient de réduire leurs émissions, leurs plans et leurs projets d'expansion d'énergies fossiles indiquent le contraire. Cela entrave la capacité collective des pays à atteindre les objectifs climatiques mondiaux », relèvent les auteurs du rapport.

Malgré la progression des renouvelables, les énergies fossiles représentent toujours 80 % de l'énergie primaire

Aucun signe d'un pic des émissions vers 2020

Trajectoires d'émissions de gaz à effet de serre, en milliards de tonnes équivalent CO₂



« DES TRANSFORMATIONS SOCIÉTALES ET ÉCONOMIQUES MAJEURES DOIVENT AVOIR LIEU AU COURS DE LA PROCHAINE DÉCENNIE POUR COMPENSER L'INACTIVITÉ DU PASSÉ », ÉCRIVENT LES AUTEURS DU RAPPORT

intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a montré, dans un rapport majeur publié en 2018, à quel point ce demi-degré de différence était lourd d'impacts, en matière de multiplication des événements climatiques extrêmes, d'élévation du niveau de la mer ou de baisse des rendements agricoles, et aussi à quel point chaque année est décisive pour l'action.

« INCAPACITÉ COLLECTIVE »

« Notre incapacité collective à agir rapidement et énergiquement contre le changement climatique signifie que nous devons dès maintenant réduire considérablement nos émissions », prévient Inger Andersen, la directrice exécutive du PNUE. Cela montre que les pays ne peuvent tout simplement pas attendre la fin de 2020 [et la COP26] pour intensifier leur action. Ils doivent agir maintenant, ainsi que chaque ville, région, entreprise et individu. L'année 2020 est une année cruciale pour le climat dans la mesure où les Etats devront, pour la première fois depuis l'accord de Paris, soumettre de nouveaux plans climatiques, plus ambitieux, lors de la COP26 qui se tiendra à Glasgow (Royaume-Uni) en novembre.

« Depuis le 4^e rapport du GIEC en 2007, nous répétons que les émissions de CO₂ doivent atteindre un pic en 2020 au plus tard pour garder une chance de rester

sous les 2 °C, rappelle le climatologue Jean Jouzel, ancien vice-président du groupe de travail scientifique du GIEC. C'est aujourd'hui pratiquement impossible, sauf à pomper 10 milliards de tonnes de CO₂ dans l'atmosphère chaque année jusqu'à la fin du siècle. « Nous laissons aux générations futures un monde où non seulement le réchauffement sera très important, mais où il faudra aussi pomper le CO₂ que nous émettons aujourd'hui. C'est très problématique d'un point de vue éthique », s'indigne-t-il.

Les émissions mondiales sont largement tirées vers le haut par la Chine et, à un moindre degré, par l'Inde. Mais, note le rapport du PNUE, « les pays développés ne peuvent pas se contenter de réduire leurs émissions nationales en les exportant vers les économies émergentes ». Lorsque l'on inclut les émissions de CO₂ générées par la production des biens importés, un Européen pollue un peu plus qu'un Chinois – avec respectivement 8,1 et 6,1 tonnes par an et par habitant.

Si tous les pays doivent accélérer leurs efforts, le rapport se focalise cette année particulièrement sur le G20, autrement dit les 20 plus grandes puissances mondiales, qui pèsent pour 78 % des émissions. Leur action, décisive, s'avère pour l'instant insuffisante. Seulement six de ses membres devraient réussir à tenir leurs engagements pour 2030 (Union

Chine) tentent de limiter voire de mettre fin à leurs importations.

Certains Etats, pourtant, cherchent à réguler la production d'énergies fossiles, en mettant en place des moratoires totaux ou partiels sur l'exploration et l'exploitation de pétrole ou de gaz (comme en France ou au Danemark) ou en prévoyant un plan de sortie du charbon (Allemagne ou Espagne).

Autre note d'espoir : en 2019, l'électricité générée à partir du charbon est en passe de connaître une baisse de 3 %, la plus forte de l'histoire, selon une étude publiée lundi 25 novembre par Carbon Brief, un site spécialisé dans l'analyse de données sur le climat et l'énergie. Reste que, si le déclin est durable en Europe et aux Etats-Unis, la Chine, premier émetteur mondial de gaz à effet de serre, multiplie les projets de construction de nouvelles centrales. ■